



Conjoncture outre-mer en 2011

Le Directeur général des instituts a donné une conférence de presse à Paris le 16 mars 2012 sur la « conjoncture outre-mer en 2011 ». Alors que l'an dernier, lors de cette même conférence de presse, il était possible de dresser un constat global à peu près convergent pour l'ensemble de l'outre-mer, la situation à fin 2011 est beaucoup plus contrastée. On peut tout au plus identifier quelques tendances par zone géographique : les Départements français d'Amérique (DFA) sont la zone la mieux orientée, avec la Guyane dynamique, la Guadeloupe en amélioration et la Martinique un peu en retrait ; dans l'Océan Indien, La Réunion et Mayotte fléchissent nettement en fin d'année, ce mouvement étant, à Mayotte, accentué par les événements sociaux ; les évolutions sont toujours divergentes dans l'Océan Pacifique avec, d'un côté, la Polynésie qui ne se redresse pas et, de l'autre, la Nouvelle-Calédonie dont l'activité est encore favorable.

La hausse des prix est généralement contenue et la dégradation du marché du travail se poursuit dans la quasi-totalité des géographies ultramarines, mais à un rythme moindre que les années précédentes.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

La vie chère en outre-mer : une fatalité ?

La vie chère en outre-mer et les enjeux de la zone économique exclusive sont les deux thèmes de travail retenus par la Délégation sénatoriale à l'outre-mer pour la session parlementaire. Pour la Délégation, la vie chère « illustre la vulnérabilité des collectivités ultramarines où les populations sont tout particulièrement exposées à un coût de vie élevé et à des taux de chômage record suscitant périodiquement des troubles sociaux graves ». Dans ce cadre, la Délégation a auditionné fin mars et début avril 2012 diverses personnalités qualifiées, dont l'IEDOM, susceptibles de lui apporter un éclairage pour la poursuite de ses travaux.

Séminaire CEROM

Les partenaires CEROM (AFD, INSEE, IEDOM, IEOM, ISPF, ISEE) se sont retrouvés les 22 et 23 mars 2012 à Libourne pour leur séminaire technique. Cette réunion, qui a lieu tous les deux ans, a rassemblé une quarantaine de participants qui ont échangé sur des thématiques aussi variées que les outils d'analyse de la conjoncture, les comparaisons des comptes rapides et des comptes définitifs ou les déterminants des échanges régionaux. Pour plus de détails www.cerom-outremer.fr

Lutte contre le blanchiment

En 2011, Tracfin a reçu et analysé 24 090 informations, soit une hausse de 19 % par rapport à 2010. 98 % des informations reçues sont le fait de professionnels assujettis au dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Les informations émises par ces professionnels (22 856) sont en hausse de 19 % par rapport à 2010 et celles en provenance des administrations d'Etat et assimilés et autorités de contrôle de 15 % (385 informations). Afin de vérifier la pertinence des informations reçues, Tracfin a mené 26 091 actes d'investigations contre 15 116 en 2010.

1064 notes ont été transmises dont 495 à l'Autorité judiciaire (+23 % par rapport à 2010) et 569 aux administrations partenaires. Le service a reçu 849 demandes de renseignement de ses homologues étrangers (+19 %) et leur a adressé 1 485 demandes (+29 %).

Dossier législatif

Le projet de loi, adopté en Conseil des ministres du 28 mars 2012, pour ratification de l'ordonnance n°2011-1920 du 22 décembre 2011 et portant adaptation du code monétaire et financier et du code des douanes à la suite du changement de statut de la collectivité de Saint-Barthélemy vis-à-vis de l'Union européenne, a été déposé sur les bureaux du Sénat.

Le texte est disponible en téléchargement sur www.senat.fr.

Publications de l'IEDOM

L'économie de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte, de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2011, Notes expresses série « Portrait », n° 145, 146, 147, 148, 149, 150. Ces études sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : www.iedom.fr

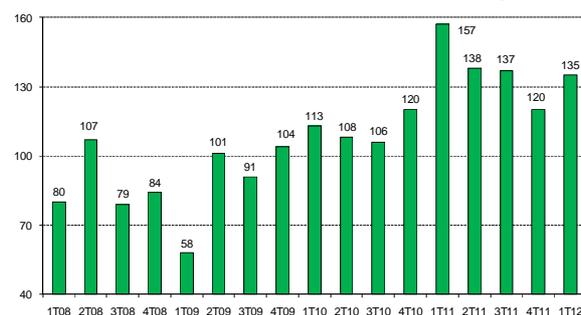
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Surendettement : baisse de 14,0 % du nombre de dossiers de surendettement au premier trimestre

Au premier trimestre, le nombre de dossiers déposés auprès du secrétariat de la Commission de surendettement, s'élève à 135 au premier trimestre 2012, soit une baisse de 14,0 % par rapport au premier trimestre 2011. Le mois de mars 2012 connaît toutefois une progression significative, avec 54 dossiers déposés (troisième chiffre mensuel le plus élevé, après 56 en février 2011 et 60 en mai 2011), en progression de 12,5 % par rapport à mars 2011.

18 dossiers ont été déclarés irrecevables au premier trimestre, soit un taux d'irrecevabilité de 14,9 % (contre 18,6 % un an plus tôt). Par ailleurs, 68 plans conventionnels ont été conclus au premier trimestre (+ 61,9 % sur un an), tandis que la Commission a orienté 14 dossiers en procédure de rétablissement personnel (5 dossiers, un an auparavant).

Nombre de dossiers de surendettement déposés



Source : IEDOM

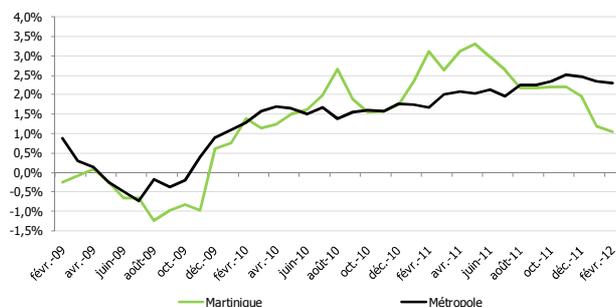
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Inflation : +1,0 % en glissement annuel à fin février

L'indice des prix à la consommation atteint 127,4, à fin février, en progression de 0,3 % sur un mois et de 1,0 % sur un an. Cette augmentation tient à la hausse des prix des services (+1,4 %), de l'énergie (+5,4 %) et à la hausse des prix de l'alimentation (+2,3 %). Ces postes contribuent respectivement pour 0,61 point, 0,48 point et 0,38 point à la progression de l'indice. Parallèlement, les prix des produits manufacturés s'inscrivent en baisse sur la période (-1,6 %)

A titre de comparaison, l'inflation atteint 1,7 % en Guadeloupe, 1,6 % en Guyane, 0,9 % à la Réunion et 2,3 % en Métropole.

Taux d'inflation (en glissement annuel)



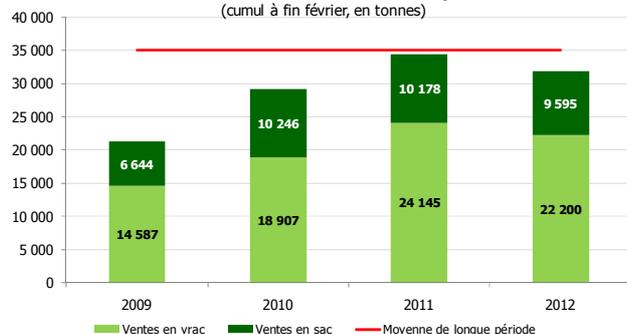
Source : INSEE

BTP : baisse des ventes de ciment à fin février

A fin février 2012, en cumul depuis le début de l'année, la consommation locale de ciment atteint 31 795 tonnes, soit une diminution de 7,4 % en glissement annuel. Dans le détail, les ventes en sacs, d'ordinaire dévolues à la construction privée, sont en recul de 5,7 % et les ventes en vrac de 8,1 %.

L'écart avec la moyenne de longue période (35 039 tonnes par trimestre pendant la période 1995-2011) s'accroît. Il atteint 9,3 % en février 2012 (2,0 % à fin février 2011).

Ventes de ciment à la Martinique (cumul à fin février, en tonnes)



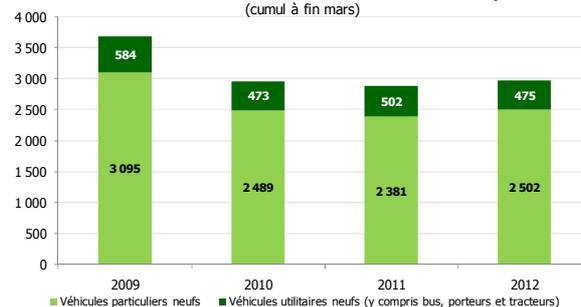
Source : Ciment Antillais

Marché automobile : immatriculations en hausse au premier trimestre

Au premier trimestre, 2 977 véhicules neufs ont été immatriculés dans le département, contre 2 883 un an auparavant (+3,3 % sur un an). Cette évolution tient à la bonne orientation des ventes de véhicules de tourisme (+5,1 %), alors que les immatriculations de véhicules utilitaires sont en repli (-5,4 %).

Le marché des véhicules de tourisme reste dominé par les modèles diesel (60,0 %). Il l'est également par les modèles étrangers (58,5 %). Toutefois, les ventes de véhicules de marques étrangères sont en baisse sur le trimestre (-3,3 %), par rapport au premier trimestre de l'année passée, tandis que les marques françaises gagnent du terrain (+19,7 %). En temps de crise, les consommateurs reportent vraisemblablement leur préférence sur les marques françaises moins coûteuses à l'achat que les marques étrangères.

Immatriculations de véhicules neufs à la Martinique (cumul à fin mars)



Source : Association Auxiliaire de l'Automobile

ACTUALITE REGIONALE

PIB par habitant de la Martinique : 71,8 % de la moyenne de l'Union européenne

Selon Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, le PIB par habitant de la Martinique représentait 71,8 % du PIB des régions des 27 pays de l'Union européenne, en 2009. En conséquence, la Martinique reste éligible aux aides européennes relevant de l'objectif « convergence », pour la prochaine période de programmation 2014-2020 (communiqué de presse d'Eurostat téléchargeable sur son site : http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/1-13032012-AP/FR/1-13032012-AP-FR.PDF).

Prix des carburants : hausse à compter du 1^{er} avril

Les prix maximum des carburants ont été revus à la hausse, à compter du 1^{er} avril, et sont fixés à 1,62 euro par litre pour l'essence (augmentation de 8 centimes par litre) et à 1,34 euro par litre pour le gazole (augmentation de 3 centimes). En outre, le prix maximum de la bouteille de gaz est fixé à 24,88 euros (augmentation de 29 centimes). Les prix des carburants restent en moyenne inférieurs en Martinique aux prix constatés dans l'hexagone (communiqué de presse disponible sur le site de la Préfecture : http://www.martinique.pref.gouv.fr/sections/publications/listes_des_formulaires?id=nos_derniers_communi).

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- fév. 2012	127,4	+0,3 %	+1,0 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- fév. 2012	42 300	+0,2 %	+2,5 %
	Indicateur de chômage (pop. active : 168 886)	- fév. 2012	25,0 %	0,0 pt	0,1 pt
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- fév. 2012	22 320	-4,1 %	+9,0 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- déc. 2011	37 351	-0,5 %	-
Commerce extérieur (source : douanes)	Importations (millions d'euros)	- fév. 2012	188,4	-14,1 %	+40,9 %
	Exportations (millions d'euros)	- fév. 2012	44,4	ns	ns
	Taux de couverture mensuel		23,6 %	13,7 pts	+18,3 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- janv. 2012	41,7	-37,6 %	-0,5 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- janv. 2012	41,7	-	-0,5%
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires	- janv. 2012	17 685	+0,6 %	-1,8 %
	Retrait de cartes bancaires (cumul)	- janv. 2012	5 038	-1,8 %	-17,7 %

INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- janv. 2012	150 543	-1,0 %	+4,1 %
		- cumul annuel	150 543		+4,1 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- fév. 2012	17 951	-6,7 %	ns
		- cumul annuel	37 192	-	ns
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- fév. 2012	15 794	-1,3 %	-11,0 %
		- cumul annuel	31 795		-7,4 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- mars. 2012	944	+34,3 %	-5,1 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- mars. 2012	166	+33,9 %	-16,6 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		2 950	-	+3,0 %

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	14/12/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	14/12/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	14/12/2011

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2012	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Mars 2012)			
Décembre	Janvier	Février	Mars	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,6168%	0,3877%	0,3662%	0,3587%	0,4690%	0,8600%	1,1660%	1,5000%

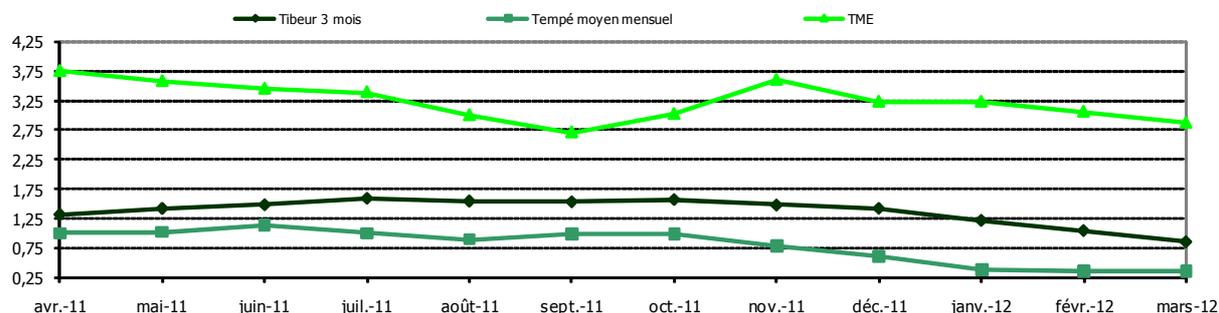
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Décembre	Janvier	Février	Mars	Décembre	Janvier	Février	Mars
3,23%	3,23%	3,06%	2,87%	3,43%	3,43%	3,26%	3,07%

Taux de l'usure (applicable au deuxième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	14,81%
Prêts à taux fixe	6,32%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	10,93%
Prêts à taux variable	5,88%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts-relais	6,48%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,99%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,35%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,56%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,37%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,15%	Découverts en compte (1)	13,67%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	15,27%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,49%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	17,15%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	13,27%	Découverts en compte (1)	13,67%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

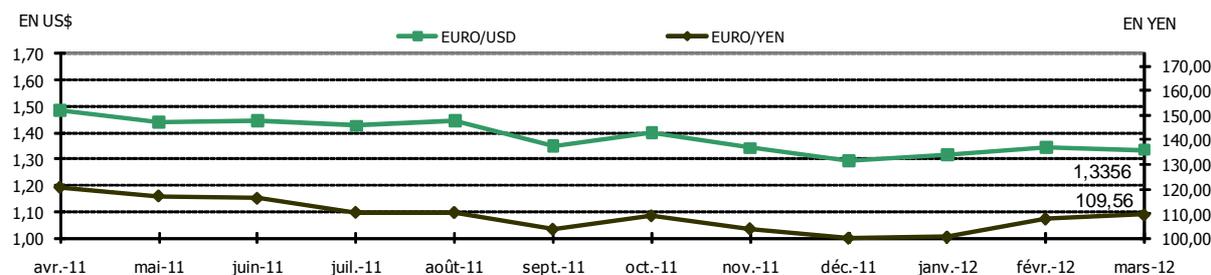
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3356	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,2322	EURO/SRD (Surinam)	4,40300
EURO/JPY (Japon)	109,5600	EURO/BWP (Botswana)	9,69310	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,38830
EURO/CAD (Canada)	1,3311	EURO/SCR (Seychelles)	18,6810	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,1425
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83390	EURO/MUR (Maurice)	38,6266	EURO/BBD (La Barbade)	2,66850
EURO/SGD (Singapour)	1,6775	EURO/BRL (Brésil)	2,4323	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,56000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,3705	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,73020	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2826,6087	EURO/XCD (Dominique)	3,6025	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	